

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **119** (2513)
Semaine du
14 au 20 octobre 2010
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6 486
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



Retrait!

Le 12 octobre, par millions, une masse tranquille, sûre de son bon droit, déferle dans toutes les villes de France, déterminée à obtenir le retrait du projet de loi.

12 octobre : 70 000 manifestants à Montpellier (Photo AFP)

Les premières réunions préparatoires à la conférence
ouvrière du 11 décembre proposée par le POI

Pages 5 et 9

Trois millions cinq



Le Puy-en-Velay (Haute-Loire).

Photo Informations ouvrières

Reportages dans les manifestations du 12 octobre

Par millions, les travailleurs ont submergé le 12 octobre des centaines de centres-villes dans toute la France, battant bien souvent des records de mobilisation. La grève a atteint des niveaux comparables aux précédentes journées d'action appelées par l'intersyndicale nationale.

D'Avranches, modeste sous-préfecture de la Manche, où il y avait, selon la presse locale, plus de 2 000 manifestants (« La plus grosse manifestation qu'Avranches ait jamais connue », rapporte Ouest-France), à Marseille avec 230 000 manifestants, en passant bien sûr par Paris (330 000 manifestants), plus encore que lors des mobilisations précédentes, la revendication du retrait du projet gouvernemental était au centre, ovationnée par les manifestants dès qu'un orateur la martelait, nous rapporte par exemple notre correspondant dans la manifestation d'Avignon (Vaucluse).

Parmi bien d'autres, Besançon, dans le Doubs, « a battu son record de manifestants de ces vingt dernières années », indique le reporter de L'Est républicain. « Selon les syndicats, plus de quinze mille personnes ont bouclé la boucle au départ et à l'arrivée de la place de la Révolution. Quatre mille lycéens et étudiants emmenaient les cortèges, dans lesquels figuraient de nombreux salariés du privé (Alstom, Carrefour, Snop Industrie, etc.). »

« Du jamais vu », non plus, à Dinan (Ille-et-Vilaine), rapporte Ouest-France sur son site Internet, avec 5 000 manifestants, alors que Rennes, la préfecture, voyait 60 000 manifestants.

Partout, la jeunesse s'est mêlée en nombre aux cortèges. « Les lycées ont rejoint de manière spectaculaire la contestation contre la réforme des retraites », constate elle aussi l'AFP, citant un lycéen de 15 ans à Paris : « Il faut se mobiliser à n'importe quel âge, afin que l'on ne parte pas de plus en plus tard à la retraite. Beaucoup de gens sont licenciés à 50 ans, et ensuite, impossible de retrouver du travail. »

A Niort (Deux-Sèvres), par exemple, on comptait un bon millier de lycéens. La Nouvelle République souligne, à Châtellerauld (Vienne), « la mobilisation historique du lycée Edouard-Branly. Les élèves ont bloqué les entrées du lycée malgré l'arrivée des policiers et ont ensuite débauché leurs camarades du lycée

Marcelin-Berthelot. » En tout, plus de 8 000 travailleurs et jeunes ont manifesté à Châtellerauld (33 000 habitants). « On n'a plus vu ça depuis 1995 », s'accordaient à dire les organisateurs et les autorités, rapporte le quotidien régional.

« Du jamais vu, non plus, à Auch, depuis la mobilisation de 1995 », rapporte encore le journal Sud-Ouest. Environ 8 000 manifestants ont défilé dans les rues de la préfecture du Gers. « Les lycéens ont notamment gonflé les rangs des manifestants », souligne à son tour le journal.

La Haute-Normandie a aussi connu une mobilisation massive : 10 000 manifestants à Dieppe, 55 000 au Havre, 75 000 à Rouen.

Un responsable CGT du port de Rouen déclare à notre correspondant : « Grutiers et dockers, nous sommes à 90 % en grève. Nous combattons pour le retrait de la réforme. La grève générale, oui, s'il le faut, et dès l'instant où tout le monde s'y met. »

« Nous aussi, nous sommes pour le retrait total du projet, ajoute un syndicaliste de la société RTN, à Saint-Etienne-du-Rouvray. Mais notre avis sur la grève générale est mitigé, car ce n'est pas évident pour tout le monde. Ce n'est pas vraiment aux confédérations d'y appeler, c'est les salariés qui doivent l'avoir dans la tête. »

Un de ses camarades de syndicat, de la société Prysmian, à Amfreville, n'est pas d'accord : « Pour l'appel à la grève générale par les confédérations, ce qui est certain, c'est que la base pousse, que les dirigeants freinent des quatre fers alors qu'ils devraient l'écouter et appeler. Là, c'est sûr qu'ils seraient entendus et suivis. Certains de mes collègues trouvent qu'on commence à tourner en rond. A l'AG demain matin, je vais dire qu'il faut taper plus fort pour que le gouvernement nous entende. Si les grosses boîtes bougent, on prendra le train en marche, et rapidement. »

Patricia, elle aussi syndiquée et salariée dans une autre entreprise métallurgique, Tecumseh, partage ce point de vue : « J'espère que le gouvernement va enfin réagir, sinon, il faut durcir, bloquer le pays. Il faut la grève générale, beaucoup sont pour et on aurait dû le faire dès le démarrage. Et qu'il ne nous disent pas qu'il n'y a pas les 3 millions dans la rue aujourd'hui. Plus ça va, plus les gens se mettent en grève. Ça ne s'essouffle pas. »

Un cheminot CGT de Sotteville conclut pour sa part : « N'importe comment, ce ne sont pas des journées d'action à répétition qui feront reculer le gouvernement. Il faudra bien y aller un jour ! »

HÔPITAL DE DIEPPE

« Sur ce mandat, nous votons pour la reconduite de la grève »

Les agents de l'hôpital de Dieppe (Seine-Maritime) sont allés massivement manifester ce 12 octobre. Réunis le même jour en assemblée générale, ils déclarent avec leurs syndicats CGT et FO : « Nous voulons le retrait de cette loi comme nous le demandons depuis quatre mois, comme le demandent nos fédérations et nos unions départementales (76). Cette loi n'est ni amendable ni négociable. Les journées d'action n'ont pas fait reculer Sarkozy, Fillon et Woerth. Alors, la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait est à l'ordre du jour pour faire céder le gouvernement. Pour que la grève soit puissante et rassemble le plus largement, il faut que l'objectif soit très clair : retrait de la loi Sarkozy. »

Pour que la grève fasse céder le gouvernement, il est nécessaire que tous les dirigeants opposent l'exigence claire du retrait face aux manœuvres du gouvernement (prétendus amendements...).

Sur ce mandat, nous votons pour la reconduite de la grève. Nous transmettons ce mandat aux autres assemblées d'hospitaliers et à nos dirigeants. »



cent mille...

Marseille : plus de 200 000 manifestants

Depuis plusieurs jours, les ports et raffineries de Marseille sont en grève. D'autres secteurs aussi. Ce sont plus de 200 000 personnes qui ont manifesté ce 12 octobre.

Reportage réalisé le matin du lundi 11 octobre 2010 par des correspondants d'Informations ouvrières auprès de plusieurs militants CGT agents portuaires du Grand port.

Les 220 agents portuaires du Grand port maritime de Marseille (GPMM) — filière pétrole — viennent d'entamer leur troisième semaine de grève consécutive. Ce dur conflit fait suite à celui de décembre 2008 — qui avait duré une dizaine de jours —, où les agents s'étaient opposés à la « réforme portuaire » voulue par le gouvernement. C'est la reprise du projet de filialisation de l'activité pétrolière — la création de la filiale Fluxel — qui est à l'origine du conflit actuel. La direction, pour tenter de rassurer les travailleurs, souligne le fait que le GPMM restera majoritaire à 51 ou 60 %, le reste étant détenu par des industriels ou autres.

« On ne veut pas devenir Fluxel, on veut rester GPMM », rétorquent les travailleurs, dont la principale revendication est le maintien de leur statut actuel d'agent portuaire.

Si les salariés des terminaux pétroliers sont en grève sur leurs propres revendications, ils étaient aussi ce matin en tête de la manifestation contre la « réforme » des retraites voulue par le gouvernement. Ils sont convaincus que si la lutte d'ensemble des travailleurs fait échouer ce projet de régression sociale, leur propre combat en sera largement facilité.



Ce même jour, les territoriaux FO de Marseille annoncent leur entrée dans la grève jusqu'au retrait

« C'est une assemblée de plus de 200 responsables et délégués du syndicat des territoriaux FO qui a voté, à l'unanimité, la grève totale jusqu'au retrait du plan gouvernemental. Bref, l'ensemble des représentants de tous les secteurs de la Ville de Marseille et de MPM, dans

lesquels FO est majoritaire à plus de 60 %, ont donné un mandat clair et précis au syndicat : la grève totale jusqu'au retrait. Concrètement, cela signifie que :

— à partir de ce soir, 12 octobre, la Voirie est en grève et les poubelles ne seront plus collectées dans les arrondissements gérés par le public (1^{er}, une partie du 2^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e), ni le jour ni la nuit...

— à partir de jeudi 14, ce sont les cantines et les crèches qui entreront en résistance et seront progressivement fermées ;

— à partir du vendredi 15, ce sera la paralysie de l'ensemble des services essentiels de la Ville de Marseille et de MPM : outre la Propreté et la Voirie, les cantines et les crèches, la DMT, les mairies annexes, les bibliothèques, les musées, les convois funèbres, les piscines, les stades, les Espaces verts, les Transports, Ateliers et Magasins de la Ville de Marseille, la circulation... » (Communiqué de presse)

ÉDITORIAL

Une masse tranquille et sereine

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Il y avait eu le 15, puis le 24 juin. Plus près de nous, le 7 et le 23 septembre. Puis, les manifestations du 2 octobre. Ce 12 octobre, pour la sixième fois en quelques mois, des millions de travailleurs et de jeunes ont fait grève et ont manifesté. Quelles que soient les estimations des uns et des autres, tous s'accordent à dire que ce 12 octobre a été plus massif, plus puissant que toutes les manifestations précédentes.

Plus nombreux étaient les manifestants à crier : « Ni amendable ni négociable, retrait ! » Plus nombreux à affirmer la nécessité de la grève jusqu'au retrait, sous toutes les formulations possibles. Plus nombreux, plus déterminés, sans outrance... Une masse tranquille, sereine, sûre de son bon droit. Déterminée à obtenir le retrait de la contre-réforme, sans céder au chantage sur « les déficits publics », les sacro-saints critères de Maastricht, et au chantage des agences de notation et des grands groupes capitalistes. Une masse unie, où jeunes et moins jeunes exigent d'une seule voix que l'on reconnaisse aux plus anciens le droit à la retraite pour permettre aux plus jeunes d'accéder à un vrai travail, à un vrai salaire. Une masse unie, déterminée, affirmant ses exigences sur le terrain de la lutte de classe.

A l'heure où nous bouclons ce journal, au soir du 12 octobre, la grève semble largement reconduite dans les dépôts SNCF et dans un certain nombre d'entreprises et de secteurs du public et du privé. Il est toutefois trop tôt pour mesurer jusqu'à quel point les assemblées générales seront amenées dans les prochaines heures et les prochains jours à décider ou non de la reconduction de la grève.

Une chose est sûre : il y a quelques jours, Bernard Thibault invitait à débattre du mot d'ordre de reconduction « au cas par cas, entreprise par entreprise ». Aujourd'hui, la réponse est là : en bas, dans les assemblées générales, les travailleurs ont répondu, et leur présence massive, tranquille et déterminée dans la grève et les manifestations du 12 octobre indique à qui en douterait que rien n'est réglé.

En bas, dans la rue, dans les grèves, dans les manifestations, les travailleurs unis avec leurs syndicats ont répondu. Ils sont fondés à se tourner à présent vers le sommet des organisations : alors que la résistance du gouvernement ne laisse d'autre choix que la grève jusqu'au retrait, que répondent les dirigeants ? C'est ce que formulent nombre d'assemblées générales ce soir, qui, dans le même temps où elles se prononcent sur la reconduction, s'adressent aux directions des confédérations pour leur dire : « Il vous revient de vous prononcer tout de suite et toutes pour le retrait de la contre-réforme, et de prendre vos responsabilités dans l'organisation de la grève interprofessionnelle qui l'imposera. Pour notre part, nous sommes prêts, nous sommes d'ores et déjà engagés. »



A Paris, Besançon, Chambéry, Rennes...



“Comment surmonter les obstacles ?” Le POI ouvre le débat

« Le Parti ouvrier indépendant s'adresse aux dizaines de milliers de travailleurs et de militants qui sont artisans du combat d'unité pour faire céder le gouvernement, ainsi qu'à la jeunesse, pour leur proposer d'organiser ensemble, le 11 décembre 2010, une conférence pour l'unité ouvrière. Aujourd'hui, l'ordre du jour reste : retrait du projet Sarkozy-Fillon-Woerth ! Une question reste posée : “Tous les travailleurs constatent ce refus obstiné “en haut” de répondre à l'appel au combat franc et massif pour le retrait. Comment surmonter l'obstacle auquel nous n'avons cessé de nous heurter ces dernières semaines ?

Comment, dans l'unité des travailleurs et des organisations, réalisée à tous les niveaux, parvenir à jeter toutes nos forces dans la bataille pour faire céder ce gouvernement ?” Qui peut mieux répondre à cette question que les travailleurs et les militants engagés eux-mêmes dans cette bataille ? C'est pourquoi le POI, sans faire de ses positions un préalable, propose à tous les travailleurs et militants d'organiser une conférence nationale de délégués pour l'unité ouvrière, où cette question cruciale sera débattue, pour aider à dégager les formes d'action commune pour faire prévaloir les intérêts de la population laborieuse. »